



# OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N°143 25 JANVIER 2019

## SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
  - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
  - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
  - INDUSTRIE
  - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

**ETHIOPIE :**  
LANCEMENT  
PROCHAIN D'UN  
APPEL D'OFFRES  
POUR SIX  
MEGAPROJETS  
SOLAIRES

**NIGER :**  
ADOPTION  
D'UNE  
POLITIQUE  
PETROLIERE

**TOGO :** OCTROI  
D'UN PRET  
CONCESSIONNEL  
POUR UN PROJET DE  
CENTRALE SOLAIRE  
DE 30 MW

**OUGANDA :**  
MISE EN SERVICE  
DE LA CENTRALE  
SOLAIRE DE  
KABULASOKE

**KENYA :**  
AUGMENTATION DE LA  
DEMANDE EN  
EQUIPEMENTS DE  
SECURITE SUITE A  
L'ATTAQUE TERRORISTE  
DE DUSITD2

**BURKINA FASO :**  
ORANGE BURKINA,  
PREMIER RESEAU  
4G+ DU BURKINA  
FASO

**BENIN :** ATOUT  
FRANCE SELECTIONNEE  
POUR LA REALISATION  
D'UN MASTER PLAN EN  
MATIERE D'OFFRE  
TOURISTIQUE

**AFRIQUE DU SUD :** LE  
NANO-SATELLITE SUD-  
AFRICAIN ZACUBE-2, A  
ETE LANCE DANS  
L'ESPACE AVEC SUCCES

**CONGO-  
BRAZZAVILLE :**  
MISE EN PLACE DE  
LA DECLARATION  
PREALABLE  
D'IMPORTATION



MINISTÈRE  
DE L'EUROPE ET DES  
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES

## ACTUALITE REGIONALE

---

### ▼ La Guinée-Bissau et le Sénégal signent un accord de pêche pour 2 ans

Les deux pays ont signé le 15 janvier un nouvel accord de pêche pour deux ans selon l'application de la convention de 1978. Il permettra aux pêcheurs artisanaux et industriels du Sénégal d'accéder aux eaux territoriales de la Guinée-Bissau. Il renforcera la coopération bilatérale et visera la gestion durable des ressources halieutiques, l'amélioration de la connaissance et des moyens pour le suivi et le contrôle, mais aussi l'évaluation des stocks et de la qualité sanitaire des prises. Il devrait favoriser l'intensification des actions de lutte contre la pêche illicite et non réglementée. Pour rappel, les zones économiques exclusives sont de respectivement 159 000 km<sup>2</sup> et 105 000 km<sup>2</sup> pour le Sénégal et la Guinée-Bissau.

✉ [domitille.declercq@dgtresor.gouv.fr](mailto:domitille.declercq@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Madagascar : Lancement du Bureau d'information sur le crédit (BIC)

La Banque Centrale de Madagascar (BCM) a lancé le 16 janvier dernier le premier Bureau d'information sur le crédit, avec l'appui financier de la SFI, sur la base d'une loi promulguée en février 2018. Fruit d'une collaboration avec la société italienne *CRIF* spécialisée dans les registres de crédit, cette structure offrira une plateforme de base de données. En particulier, elle permettra une meilleure appréciation des risques et facilitera l'octroi de crédit aux emprunteurs sur la base d'une garantie de réputation. Le BIC se chargera ainsi de la production de rapports de solvabilité exhaustifs et fiables sur l'historique de crédit d'un emprunteur et sur ses habitudes de paiement.

✉ [eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr](mailto:eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr)

## CONJONCTURE

---

### ▼ Burkina Faso : succès du recouvrement fiscal en ligne

La direction générale des impôts a effectué sa rentrée fiscale en annonçant 746 Mds FCFA (1 137 M EUR) de recettes fiscales en 2018, soit un taux de recouvrement de 98,7%, contre 93,4% en 2017. Pour 2019, l'État entend mobiliser 859 Mds FCFA (1 309 M EUR) grâce, entre autres, à l'institution de nouvelles taxes et à l'augmentation de certains taux. L'année 2019 verra également la mise en place du cadastre fiscal et de la possibilité d'acquiescement, pour tous les contribuables, de leurs obligations fiscales en ligne sur le portail de télé-procédures fiscales « e-Syntax », un outil qui aurait permis d'enregistrer 9 695 télédéclarations et 2 104 ordres de paiement de la part des entreprises en 2018, pour un montant de plus de 115 M EUR.

✉ [valerie.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:valerie.traore@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Burkina Faso : les opérations statistiques prévues en 2019

Pour 2019, le Programme statistique national (PSN) prévoit la poursuite d'importantes opérations statistiques : le 5<sup>ème</sup> Recensement général de la population (RGPH), le 2<sup>ème</sup> Recensement général de l'agriculture (RGA), l'enquête sur le cheptel et l'enquête harmonisée sur les conditions de vie des ménages (EHCVM). Il est également prévu d'organiser la 5<sup>ème</sup> enquête démographique et de santé (EDS), l'enquête permanente sur les cultures irriguées de saison sèche et, enfin, l'enquête sur les flux et les dépenses touristiques au niveau des postes-frontières terrestres. En 2018, le taux d'exécution global des activités initialement programmées dans le PSN 2017 était de 75,5%.

✉ [michel.dhe@dgtresor.gouv.fr](mailto:michel.dhe@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Côte d'Ivoire : le gouvernement adopte un mécanisme d'anticipation des risques budgétaires émanant des entreprises publiques

Ce mécanisme d'anticipation devrait permettre de réduire significativement les risques budgétaires liés à l'exposition de l'Etat, du fait de garanties octroyées et en raison de son statut d'actionnaire de référence en matière de gestion des entreprises publiques. Ce mécanisme est construit sur un ensemble d'indicateurs infra-annuels (dont les prévisions des chiffres d'affaires et des résultats nets, les charges et les investissements réalisés, ainsi que l'état d'application effective des textes légaux). Il permettra de suivre régulièrement les performances des entreprises en matière de gouvernance.

✉ [julie.bompas@dgtresor.gouv.fr](mailto:julie.bompas@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Côte d'Ivoire : mesures fiscales de soutien à la SOTRA

Le gouvernement ivoirien a annoncé diverses mesures de soutien à la Société des Transports Abidjanais (SOTRA) dans l'annexe fiscale (article 6). A compter de 2019, la SOTRA pourra bénéficier d'un régime d'achat en franchise de TVA et de droits de douane. Le gouvernement entend ainsi favoriser la restructuration de la SOTRA. En effet, la société fait face à une croissance du trafic abidjanais et souhaite continuer à investir dans son outil de production, en dépit de ses contraintes financières.

✉ [christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr](mailto:christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Côte d'Ivoire : les petits exportateurs de cacao en difficulté

Les petits exportateurs de cacao ont demandé un report de 70% de leurs contrats de livraison pour octobre-décembre 2018 à janvier-mars 2019. L'accès difficile des opérateurs aux moyens de financement de leurs activités sur le terrain du fait de la réticence des banques, en partie depuis l'affaire de la liquidation de la SAF-Cacao, en serait une première cause. La faible disponibilité des fèves pour les petits opérateurs est aussi invoquée en raison de la présence des 5 sociétés étrangères de négoce (Cargill, Barry-Callebaut, SucDen, Touton, Olam) disposant d'une plus grande capacité financière. Ces dernières détiennent aujourd'hui 71% des 1,07 M tonnes de cacao acheminées dans les ports.

✉ [domitille.declercq@dgtresor.gouv.fr](mailto:domitille.declercq@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Afrique du Sud : Publication du programme économique de l'ANC

Samedi 12 janvier, le président Cyril Ramaphosa a présenté le « Manifesto » du Congrès National Africain (ANC) pour les prochaines élections générales, qui devraient se tenir au printemps prochain. La partie dédiée au programme économique et social est de loin la plus importante. Elle reprend de nombreuses mesures annoncées ces derniers mois, notamment dans le cadre du plan de redressement et de stimulus économique (septembre 2018) et lors du « Jobs Summit Forum » (octobre 2018) : création d'un fonds pour les infrastructures, renforcement de la concurrence dans le secteur des télécommunications, etc.

✉ [mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr](mailto:mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Afrique du Sud : Maintien du taux directeur à 6,75%

Après l'augmentation de 25 points de base réalisée en novembre 2018, la Banque centrale a décidé de maintenir le taux d'intérêt directeur à 6,75% lors du comité de politique monétaire du 17 janvier. Selon la Banque centrale, les perspectives d'inflation se sont améliorées depuis le dernier comité en raison de la baisse des prix mondiaux du pétrole. Ainsi, les prévisions ont été revues à la baisse, de 4,7% à 4,6% pour 2018, et de 5,5% à 4,8% en 2019. Toutefois, si elles se concrétisaient, les demandes d'augmentation des tarifs de l'électricité faites par Eskom (15% par an sur trois ans), pourraient avoir un impact non négligeable sur l'inflation. En ce qui concerne la croissance, la Banque centrale n'envisage pas un rebond du PIB au-dessus de 2% avant 2021.

✉ [mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr](mailto:mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Angola : Le gouvernement demande aux institutions publiques de contenir leurs dépenses

Les prix du pétrole étant actuellement faibles (autour de 50 USD par baril contre une hypothèse de 68 USD dans le budget de l'Etat), tout comme la production angolaise (autour de 1,4 M de barils par jour actuellement contre 1,6 M prévu dans le budget), le ministre des Finances angolais, Archer Mangureira, a d'ores et déjà demandé aux administrations de procéder à des ajustements de leurs dépenses. Si les prévisions budgétaires s'avèrent trop éloignées de la réalité économique, le budget 2019 pourrait être amendé.

✉ [quentin.dasilva@dgtresor.gouv.fr](mailto:quentin.dasilva@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Botswana : Ralentissement de l'inflation en décembre

En décembre, l'inflation s'est élevée à 3,5% sur un an, en diminution par rapport au mois précédent (3,8% en novembre). Le niveau des prix est resté quasiment stable dans l'ensemble des secteurs, enregistrant des variations de moins d'un point de pourcentage. Sur l'ensemble de l'année 2018, l'inflation moyenne s'établit à 3,2% (contre 3,3% en 2017).

✉ [mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr](mailto:mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Mozambique : L'inflation atteint son niveau le plus bas en quatre ans

Après s'être établie à 4,3% en novembre (par rapport à la même période en 2017), l'inflation a diminué à 3,5% en décembre 2018, son niveau le plus bas depuis plus de quatre ans. La politique monétaire restrictive menée par la Banque centrale jusqu'en novembre 2017 a permis de réduire le taux d'inflation de plus de 22 points. Depuis fin 2017, le taux directeur a été réduit de 825 points de base. En 2018, l'inflation moyenne s'élève à 3,9%.

✉ [mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr](mailto:mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Namibie : L'inflation en baisse au mois de décembre

Au mois de décembre, l'inflation a légèrement ralenti à 5,1% sur un an après s'être élevée à 5,6% en octobre. Cette diminution est essentiellement attribuable à la baisse des prix du carburant sur le marché international, ce qui a permis d'alléger les pressions inflationnistes dans le secteur des transports. Sur l'année, l'inflation s'établit donc à 4,4% en moyenne (contre 6,2% en 2017).

✉ [mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr](mailto:mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Zimbabwe : Augmentation des prix du carburant par le gouvernement

Samedi 12 janvier, le président Emmerson Mnangagwa, a annoncé au cours d'une conférence de presse une forte augmentation des prix du carburant. Ainsi, le prix du litre de diesel est passé de 1,24 USD à 3,11 USD et le prix de l'essence est passé de 1,36 USD à 3,33 USD. Dans son communiqué officiel, le gouvernement déclare vouloir endiguer la pénurie que connaît le pays depuis plusieurs semaines, alimentée par des activités illégales de négoce de devises et de carburant. Les syndicats ont appelé à une grève généralisée à travers le pays tandis que des milliers de Zimbabwéens sont descendus dans la rue afin de manifester contre la nouvelle mesure du gouvernement.

✉ [mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr](mailto:mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr)

## ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

---

### ▼ Niger : réforme du cadre juridique des contrats de partenariat public-privé (CPPP)

L'adoption de la loi n°2018-40 du 05 juin 2018, portant régime des Contrats de Partenariat Public-Privé, vise à corriger les insuffisances des textes antérieurs, notamment la faible implication du ministère des Finances dans le processus de la mise en œuvre des CPPP en modifiant la composition, l'organisation et les modalités de fonctionnement de la structure d'appui au partenariat public-privé (SAPPP). Pour mémoire, cette structure a pour mission d'appuyer les administrations publiques à l'élaboration, la négociation et le suivi de la mise en œuvre des projets de type partenariat public-privé.

✉ [cossuc@afd.fr](mailto:cossuc@afd.fr)

### ▼ Niger : adoption d'une politique pétrolière nationale

Le gouvernement vient d'adopter une politique pétrolière nationale afin de dynamiser ce secteur d'activité et favoriser une gestion responsable des ressources pétrolières, tout en permettant au pays de mieux tirer profit des retombées financières générées par cette activité. Devenu producteur de pétrole en 2011, le Niger a découvert plusieurs gisements de pétrole grâce à l'exploration de son sous-sol par diverses entreprises pétrolières, notamment dans la zone d'Agadem. La dernière découverte en date est celle de Sipex (filiale internationale de la Sonatrach) dans le bloc de Kafra, à la frontière algérienne. Le Niger produit actuellement 20 000 b/j, mais envisage de produire 110 000 b/j en 2021 et de devenir exportateur de pétrole brut.

✉ [cossuc@afd.fr](mailto:cossuc@afd.fr)

### ▼ Ethiopie : Création d'un comité de travail sur la révision de la loi sur les investissements

Dans le cadre de la révision de la loi sur les investissements en Éthiopie, l'*Ethiopian Investment Commission* a mis en place un groupe de réflexion constitué de 17 experts éthiopiens. Cette réforme annoncée le 12 janvier 2019 permettra notamment (i) de redéfinir, les secteurs ouverts à l'investissement privé conformément aux nouvelles priorités économiques et (ii) de concevoir un mécanisme plus efficace de traitement des plaintes des investisseurs.

✉ [pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr)

## PROJETS ET FINANCEMENTS

---

### ▼ Cameroun : La Chine consent à un allègement de ses créances

Yang Jiechi, représentant spécial du président chinois reçu en audience par le Président Biya le 18 janvier 2019, a annoncé l'annulation de la dette issue de prêts sans intérêts à échéance fin 2018. Selon le Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT), il s'agirait d'un montant d'allègement de 45 Mds FCFA alors que l'encours total de la dette chinoise au Cameroun représente environ 1 600 Mds FCFA.

✉ [evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr](mailto:evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Sao Tome et Principe : accord pour un financement de 10 M USD de la Banque Mondiale

La Banque mondiale va octroyer un don de 10 M USD à Sao Tomé et Principe pour la mise en place d'un projet de protection sociale et de développement des compétences, notamment dans le secteur touristique. Ce financement, étalé sur cinq ans à compter de 2019, devrait entre autres permettre la construction d'une école de tourisme et d'hôtellerie sur l'archipel. Dans le cadre de son programme triennal (75 M USD de dons décaissés sur la période 2018-2020) avec ce pays, la Banque mondiale finance également la réhabilitation de la route nationale 1 à hauteur de 27 M USD. Les travaux devraient débuter en juillet prochain sur cet axe important du nord du pays.

✉ [aline.quenet@dgtresor.gouv.fr](mailto:aline.quenet@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Mali : Dakar-Bamako ferroviaire (DBF) en quête de financements (20 Mds FCFA)

DBF souhaite relancer ses activités ferroviaires. Pour ce faire, les deux Etats actionnaires (Mali et Sénégal) devront financer un plan d'urgence de 20 Mds de FCFA. Selon M. Kibily Touré, nouvel Administrateur Général de DBF, il s'agit d'une solution alternative, en attendant la rénovation et la réhabilitation des lignes prévues sur cinq ans. Des discussions auraient été entamées fin novembre 2018 avec la Banque mondiale afin de valider la pertinence du plan d'urgence. A noter que d'autres partenaires techniques et financiers auraient été approchés dans ce sens.

✉ [abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr](mailto:abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Mauritanie : 25 M USD des Emirats arabes unis pour financer des micro-projets

Les Emirats arabes unis (fonds Khalifa pour le développement de l'entreprise) ont accordé 25 M USD à la Caisse mauritanienne de Dépôt et de développement (CDD), destinés au financement de micros, petits et moyens projets portés par des femmes notamment en zone rurale. Grace à ce financement, la CCD pourrait étendre son portefeuille d'encours auprès d'un plus grand nombre de femmes notamment en zone rurale. Le fonds Khalifa consentira par ailleurs un appui technique pour l'accompagnement des projets. Pour mémoire, le fonds Khalifa pour le développement des projets, a été créé en 2007 pour soutenir des petits et moyens projets aux Emirats arabes unis et à l'étranger.

✉ [mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr](mailto:mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Mauritanie : appui de 52 M MRU de la part de la Société financière internationale (SFI)**

La Mauritanie recevra une assistance technique et un prêt de 52 M MRU (1,3 M EUR) de la SFI (groupe Banque mondiale) pour soutenir les PME, renforcer le climat des affaires et développer les partenariats public-privé. SFI apportera également des services de conseil aux bénéficiaires afin de leur permettre d'améliorer la gestion des risques et renforcer la gouvernance.

✉ [mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr](mailto:mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Niger : démarrage des travaux de réhabilitation de la route Zinder-Tanout sur fonds européens**

Le Président du Niger a procédé, le 13 janvier 2018 à Zinder, au lancement des travaux de réhabilitation de 138 km de route reliant la ville de Zinder au département de Tanout, au sud-est du pays, financés à 100% par l'UE pour un montant de plus de 52 M EUR. Ce projet doit contribuer à désenclaver les zones de production agro-pastorales, améliorer l'accès des populations aux services sociaux de base, stimuler et faciliter la mobilité, les échanges économiques et commerciaux (zone pastorale au Nord - zone agricole au Sud). La réhabilitation du tronçon Zinder-Tanout doit concourir également à la finalisation du grand projet d'axe transsaharien entre Lagos et Alger, soit 9 600 km reliant 6 pays et permettant de faciliter les échanges entre 400 millions d'Africains.

✉ [cossuc@afd.fr](mailto:cossuc@afd.fr)

▼ **Sénégal : la Banque mondiale accorde un appui budgétaire de 180 M USD au Sénégal**

Le ministre de l'Economie, des finances et du plan et la directrice régionale de la Banque mondiale (BM) ont procédé à la signature d'un accord de crédit pour un montant global de 180 M USD. La mobilisation de cet appui budgétaire est subordonnée à la réalisation d'un certain nombre de réformes dans les secteurs de l'énergie, des technologies de l'information et de la communication et de l'économie numérique. Selon la directrice régionale de la Banque mondiale, ce financement constituerait le plus important appui budgétaire jamais consenti par la BM au Sénégal.

✉ [diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr](mailto:diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Sénégal : 1 Md EUR investis sur la première phase du TER**

Le Président Macky Sall a réceptionné, le 14 janvier, le Train express régional (TER) et a procédé par la même occasion à l'inauguration de la gare ferroviaire de Dakar, en présence du Secrétaire d'Etat Jean-Baptiste Lemoyne. Le TER, dont l'exploitation est contractuellement prévue dans 5 mois, reliera la capitale Dakar à la nouvelle ville de Diamniadio. Il comprend deux lignes de 36 km à écartement standard et fonctionnera en bi-modes (électricité-diésel), avec une capacité de transport de 115 000 voyageurs par jour. Le montant global du projet est estimé à 652 Mds FCFA (soit près d'1 Md EUR), dont 300 M EUR apportés par la France (AFD et Trésor). L'Etat du Sénégal a contribué à hauteur de 142 Mds FCFA (216 M EUR).

✉ [diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr](mailto:diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Sénégal : la BID finance 108 M USD pour l'agriculture et la promotion de la microfinance islamique**

Le Ministre de l'économie, des finances et du plan et le Président de la Banque islamique de développement (BID) ont procédé à la signature de 4 accords de financement, d'un montant total de 108 M USD. Ces accords concernent (i) le Programme régional de la chaîne de valeur du riz (28 M EUR) ; (ii) le Projet de réalisation de pistes rurales (17 M EUR) (iii) la mise en œuvre du Programme national de promotion de la microfinance islamique au Sénégal (PROMISE- 52 M EUR), et (iv) une subvention s'élevant à 273 000 USD pour appuyer la Haute autorité du WAQF, renforcer les capacités opérationnelles de la structure et les capacités techniques de son personnel.

✉ [diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr](mailto:diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Togo : octroi d'un prêt concessionnel pour un projet de centrale solaire de 30 MW**

A l'issue de la 9<sup>ème</sup> assemblée générale de l'IRENA (*International Renewable Energy Agency*) basée à Abou Dhabi, le Togo a réussi à mobiliser 31 M USD de promesse de financement concessionnel, dont 15 M USD pour le projet de centrale solaire photovoltaïque sur le site de Dapaong (extrême-nord du Togo), d'une capacité installée de 30 MW. Un autre financement devra intervenir pour obtenir le bouclage financier du projet, dont la structuration (financement public avec contrat EPC et exploitation par l'Etat togolais ou rétrocession du financement à un producteur indépendant) reste inconnue à ce jour.

✉ [quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr](mailto:quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Ethiopie : Lancement prochain d'un appel d'offres pour six mégaprojets solaires**

Le ministère éthiopien des Finances a annoncé, le 19 janvier, que l'appel d'offres pour la réalisation de six projets solaires sous la forme de partenariats publics-privés (PPP) sera prochainement lancé. Ces six installations permettront de générer 750 MW d'énergie solaire et nécessiteront un investissement de près de 800 MUSD. Les deux projets les plus avancés, *Scaling Solar Gad* dans la région Somali et *Scaling Solar Dicheto* dans la région d'Afar, d'une capacité de 125 MW chacun, seront développés en coopération avec la SFI dans le cadre de son programme *Scaling Solar*. Ces projets s'inscrivent dans la liste des seize mégaprojets de PPP (dont huit solaires, cinq hydroélectriques et trois autoroutiers) identifiés par le gouvernement éthiopien fin octobre 2018 pour faire suite à la Proclamation sur les PPP adoptée en janvier 2018.

✉ [pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Ouganda : Prêt de 246 M USD (soit 910 Mds UGX) de la UK Export Finance au gouvernement ougandais pour le développement du parc industriel de Kampala à Namanve**

Le 18 décembre 2018, le Parlement a voté la contraction d'un prêt de 246 M USD auprès de la *UK Export Finance*. Ce prêt, dont le décaissement est attendu fin janvier, met fin à une décennie de discussions sur la nécessité de développer pleinement le parc industriel de Namanve. Il financera les travaux d'infrastructures du parc, tels que l'aménagement des routes, des infrastructures de communication, des systèmes d'assainissement et de gestion des déchets, ainsi que le développement de lignes à haute tension. L'équipe en charge de ce projet sera composée de personnels techniques de différents ministères tels que les Ministères des Travaux publics, des Finances, de l'*Uganda Investment Authority* (UIA) ainsi que l'*Uganda Electricity Transmission Power Limited*.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Rwanda : Prêt de 115 M EUR de la BAD pour un programme d'assainissement**

La BAD et le groupement rwandais ont paraphé un accord de prêt de 115 MEUR visant à appuyer le plus grand programme d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement du pays. Le financement couvrira des villes stratégiques et répondra aux défis de l'eau et de l'assainissement dans les zones où le taux d'accès est inférieur à 45 %. Ce projet vise à permettre à 1,5 millions de personnes d'avoir accès à des services d'approvisionnement en eau améliorés, fiables et durables. L'appui de la BAD va consolider l'impact de ses investissements sur le renforcement de la résilience au changement climatique, ainsi que sur la croissance inclusive. Cet accord a pour objectif d'accélérer la mise en œuvre du Programme National du Rwanda d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement, dont le coût global s'élève à plus de 261 M EUR et est cofinancé par la BAD, la BEI et le Fonds de développement international de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP).

✉ [philippine.de-breuvand@diplomatie.gouv.fr](mailto:philippine.de-breuvand@diplomatie.gouv.fr)

▼ **Kenya : Levée de fonds réussie pour la compagnie solaire *pay-as-you-go d.light***

La compagnie solaire *d.light* a annoncé avoir levé 41 M USD en *equity* auprès d'un consortium mené par *Inspired Evolution*, un cabinet de conseil spécialisé en investissements énergétiques en Afrique. Le consortium est composé des banques de développement néerlandaise (*FMO*), suédoise (*Swedfund*) et norvégienne (*Norfund*). Au total, ces deux dernières années, le montant des fonds levés par *d.light* dépasse les 100 M USD. L'entreprise, dont le bureau africain est à Nairobi, souhaite atteindre les 100 millions de clients d'ici 2020. Depuis sa fondation en 2007, ses solutions ont déjà bénéficié à plus de 88 millions de personnes en Asie et en Afrique.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Kenya : Contrat de 221 M EUR (soit 25,5 Mds KES) entre le groupe *Devki* et l'entreprise chinoise *Sinoma Energy***

L'entreprise chinoise *Sinoma Energy* et le groupe *Devki*, un des leaders de la fabrication de matériaux de construction, ont signé deux contrats d'une valeur totale de 221 M EUR portant sur l'alimentation de deux usines du groupe en électricité. L'entreprise chinoise sera en charge de la construction de deux systèmes de récupération de chaleur qui permettront d'alimenter deux usines du groupe en électricité : l'usine de production d'acier brut de Mombasa, ainsi que la nouvelle cimenterie d'Athi River. Sur ce projet, le groupe a reçu un financement de 37,5 M USD de la part de la SFI pour mener sa stratégie d'extension de sa production de ciment au Kenya.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

## SECTEURS D'ACTIVITES

---

### ▼ Agriculture et agroalimentaire

#### ▼ Cameroun : 700 M EUR de produits alimentaires importés en 2018

Le Cameroun a importé pour plus de 700 M EUR de produits alimentaires en 2018, principalement du riz, du blé, du sucre, du lait en poudre ou du poisson surgelé. L'évolution des habitudes de consommation crée de nouvelles demandes et l'installation ou le développement de nouvelles enseignes de grande distribution (Carrefour, Super U, Spar ou Casino), renforce la demande de produits tels que le fromage, la charcuterie, les conserves, le vin, les biscuits ou les produits secs et d'épicerie. Business France organisera des rencontres acheteurs à Douala, Dakar et Lagos du 18 au 22 mars pour répondre à ces demandes.

✉ [gihane.ramatouidi@businessfrance.fr](mailto:gihane.ramatouidi@businessfrance.fr)

#### ▼ Guinée : la BID finance la filière riz

Le Président guinéen, Alpha Condé, a présidé la cérémonie d'ouverture de la conférence régionale sur le concept « Waqf » (en finance islamique, don qui est investi et dont les bénéfices générés sans intérêts sont reversés dans des programmes humanitaires) le 16 janvier 2019. En marge de ces travaux, un accord de financement de 17,2 M USD a été signé entre la Guinée et la Banque islamique de développement (BID) pour appuyer le secteur rizicole. Le Président du groupe de la BID, présent à la cérémonie, a réitéré l'engagement de son institution à aider la Guinée. Selon lui, le financement total de la BID en Guinée dépasse 1 Md USD (contre 873 M USD d'engagements fin 2017).

✉ [lognara.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:lognara.traore@dgtresor.gouv.fr)

#### ▼ Niger : adoption d'une nouvelle stratégie de recherche, formation et innovation pour l'agriculture

Élaborée en cohérence avec l'initiative 3N (« Les Nigériens nourrissent les Nigériens »), cette stratégie nationale s'articule autour de quatre axes : i) les fonctions et les relations entre la recherche, la formation et l'innovation en agriculture, ii) les domaines de la recherche scientifique et la définition des politiques ; iii) le renforcement du cadre institutionnel, iv) la gouvernance de la recherche, de la formation et de l'innovation en agriculture. Cette stratégie vise à renforcer la gouvernance de la recherche agricole, l'accroissement, la diversification et la résilience des systèmes de productions agro-sylvo-pastoraux et halieutiques.

✉ [cossuc@afd.fr](mailto:cossuc@afd.fr)

## ▼ Energie et matières premières

### ▼ Côte d'Ivoire : 27 M EUR de la KfW pour la centrale solaire de Boundiali

Le gouvernement ivoirien a donné son aval pour la ratification de l'accord de prêt par la KfW (banque allemande de développement) pour le financement de la centrale solaire de Boundiali (nord de la Côte d'Ivoire) dans le cadre du système d'Echange d'énergie électrique Ouest Africain (EEEOA). D'une capacité de 37,5 MWc, la centrale sera construite sur une superficie de 600 ha et vise selon les autorités une production annuelle de 62 Gigawatt-heure (GWh) capable d'alimenter 30 000 ménages. Pour rappel, la convention de prêt a été signée en octobre dernier dans le cadre du « *Compact with Africa* », une initiative de l'Allemagne destinée à promouvoir les investissements privés durables sur le continent africain.

✉ [julie.bompas@dgtresor.gouv.fr](mailto:julie.bompas@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Ethiopie : Attribution d'un nouveau contrat à GE Hydro France pour l'installation et la mise en service des turbines du barrage de la Renaissance

Le 31 décembre 2018, *GE Hydro France* a vu son contrat pour la fourniture de cinq turbines pour le barrage de la Renaissance étendu à l'installation et la mise en service de ces turbines, pour un montant de 53,9 M EUR. La *Metals & Engineering Corporation* (MetEC), accusé de retards et de surcoûts sur ce projet, a été remplacé par *Ethiopian Electric Power* (EPP) qui a confirmé et élargi le champ d'application du contrat initial de *GE Hydro France*. Après un blocage de près de 2 ans, la réalisation du barrage semble relancée : une première production électrique – via les 2 turbines de génération précoce – est prévue pour décembre 2020.

✉ [pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Ouganda : Négociations de l'extension de la concession d'Umeme pour la distribution d'électricité

Le président Museveni a demandé à sa Ministre de l'Energie, Irene Muloni, d'entamer les négociations pour l'extension de la concession pour la distribution d'électricité, attribuée en 2005 à l'entreprise publique *Umeme* pour une durée initiale de 20 ans. Il s'agit d'un revirement puisqu'en mars dernier le Président avait exprimé le souhait de chercher une alternative moins onéreuse pour la distribution d'électricité. Le tarif pour les consommateurs domestiques est de 0,20 cUSD/kWh, soit près de 25 % de plus qu'au Kenya, et plus de 5 fois plus qu'en Ethiopie. En ce sens, le gouvernement souhaite renégocier le généreux taux de retour sur investissement fixé à 20% dans le contrat de 2005. Selon son dernier rapport annuel, le bilan d'*Umeme* est relativement positif : l'entreprise aurait réduit de 20 points les pertes d'énergies et multiplié par quatre le nombre de bâtiments connectés au réseau national depuis 2005.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Ouganda : Mise en service de la centrale solaire de Kabulasoke

La centrale solaire de Kabulasoke de 20 MW a été inaugurée par le président Museveni début janvier. Située dans le district de Gomba, à l'ouest de Kampala, c'est la troisième centrale solaire du pays à être connectée au réseau, après les projets Soroti (de 10 MW) et Tororo (de 10 MW). Construite pour un montant de 24,5 M USD, elle représente la première des cinq centrales solaires envisagées par le *Xsabo Group*, principal investisseur du projet aux côtés du britannique *Great Lakes Africa Energy*. Malgré les surcapacités annoncées du système électrique ougandais à moyen terme, les régions rurales restent sous-desservies par le réseau national.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Zambie : Le gouvernement zambien et les industriels du secteur minier s'opposent sur l'augmentation des taxes au 1er janvier

Le gouvernement zambien et les industriels du secteur minier s'opposent sur l'augmentation des taxes au 1er janvier. Différentes compagnies minières ont annoncé que ces mesures décidées par le gouvernement entraîneront des réductions d'activité, avec un impact substantiel sur l'activité économique du pays.

✉ [lea.bettini@dgtresor.gouv.fr](mailto:lea.bettini@dgtresor.gouv.fr)

## ▼ Industries

### ▼ Afrique du Sud : Le nano-satellite sud-africain ZACube-2, a été lancé dans l'espace avec succès

Ce démonstrateur conçu par le *French South African Institute of Technology* (FSATI), sera dédié à la surveillance des côtes dans le cadre de l'opération Phakisa, la stratégie maritime globale sud-africaine.

✉ [lea.bettini@dgtresor.gouv.fr](mailto:lea.bettini@dgtresor.gouv.fr)

## ▼ Services

### ▼ Cameroun : 10<sup>ème</sup> marché africain dans le domaine du e-commerce

La Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (Cnuced) révèle dans son rapport 2018 sur l'indice du e-commerce en Afrique que le Cameroun est désormais le 10<sup>ème</sup> marché africain du commerce électronique. Le Cameroun est le seul pays d'Afrique centrale figurant dans ce classement établi sur la base de quatre critères, à savoir le nombre d'acheteurs en ligne, le niveau de sécurité des serveurs, la facilité de paiement et la facilité de livraison. Cette évolution résulte de la forte pénétration des smartphones dans le pays et de l'arrivée de sociétés internationales de e-commerce (Jumia, Afrimalin...).

✉ [evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr](mailto:evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Cameroun : Camrail réceptionne une commande de cinq locomotives de l'américain General Electric, d'un montant de 12,3 Mds FCFA**

Camrail, filiale du groupe Bolloré et concessionnaire du réseau camerounais de chemin de fer, a réceptionné un lot de cinq locomotives construites par l'américain General Electric. Un investissement évalué à 12,3 Mds FCFA. D'une puissance de 3 300 CV chacune, ces nouvelles locomotives seront mises en service en février 2019. Un second lot de quatre locomotives financées par l'Etat du Cameroun est attendu dans les prochains mois.

✉ [evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr](mailto:evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Congo-Brazzaville : Mise en place de la Déclaration préalable d'importation**

À compter du 1<sup>er</sup> mars, toute importation de marchandises en République du Congo dont la valeur est supérieure ou égale à 1 M FCFA fera l'objet d'une Déclaration préalable d'importation (DPI). Cette déclaration est gratuite et sera accessible par voie électronique à compter du 1<sup>er</sup> février sur le site internet des douanes, *douanes.gouv.cg*, pour permettre aux opérateurs d'effectuer leurs formalités de dédouanement 48 heures avant l'arrivée des marchandises par bateau, et 24 heures avant pour les autres moyens de transport. La mise en place de la DPI s'inscrit dans le cadre de la facilitation et de la dématérialisation des opérations douanières prévues par la Convention de Kyoto, à laquelle le Congo a adhéré en décembre 2017.

✉ [ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr](mailto:ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Burkina Faso : Orange Burkina, premier réseau 4G+ du Burkina Faso**

Le 15 janvier, Orange Burkina a renouvelé ses licences d'exploitation du réseau internet mobile 2G et 3G et a également acquis une licence pour la 4G+ par la signature d'une convention portant sur 80 Mds FCFA (122 M EUR). Chacune de ces licences est valable pour une durée de 15 ans. Orange devient ainsi le 1<sup>er</sup> réseau 4G+ au Burkina Faso. La ministre burkinabè du Développement de l'économie numérique et des postes, Hadja Fatimata Ouattara, a assuré que le gouvernement mettra en place une politique pour permettre aux consommateurs d'avoir des terminaux et téléphones compatibles au réseau 4G.

✉ [valerie.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:valerie.traore@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Côte d'Ivoire : installation d'une représentation régionale de la Banque européenne d'investissement (BEI) à Abidjan**

Le Conseil des ministres a adopté un décret relatif à l'établissement de la représentation régionale de la Banque européenne d'investissement en République de Côte d'Ivoire, signé le 18 mars 2016 à Abidjan. L'établissement de la BEI en Côte d'Ivoire vise à rapprocher cette institution bancaire européenne des économies ouest-africaines en vue de contribuer durablement à la dynamique de leur développement économique et social.

✉ [julie.bompas@dgtresor.gouv.fr](mailto:julie.bompas@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Niger : ouverture d'une succursale de Coris Bank

Suite à l'agrément délivré en octobre 2018 par la Banque centrale pour exercer au Niger sous forme de succursale, la banque burkinabè Coris Bank International (CBI) va ouvrir une succursale éponyme à Niamey, dotée d'un capital social de 32 Mds FCFA (49 M EUR). De fait, ce n'est pas la première fois que ce groupe bancaire travaille au Niger : en 2010, le groupe bancaire avait repris les parts (35%) détenues par BNP Paribas dans le capital de la BIA-Niger, mais s'était retiré en 2012.

✉ [cossuc@afd.fr](mailto:cossuc@afd.fr)

### ▼ Togo : vers un partenaire de référence de la holding TogoCom

TogoCom est une holding créée en juillet 2017 par décret et mandatée pour être la garante et responsable de la performance des deux sociétés d'Etat exerçant dans les télécommunications : Togo Telecom (téléphonie et internet fixes) et Togo Cellulaire (partie mobile). La structure est pour l'heure une holding 100% publique qui détient la totalité du capital social des deux entreprises publiques, mais un appel d'offres international vient d'être lancé pour une ouverture du capital de TogoCom à un opérateur privé. Le retrait du document d'appel d'offres doit se faire avant le 30 janvier 2019.

✉ [quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr](mailto:quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Soudan : Attribution de la concession des deux terminaux de conteneurs de Port Soudan à la société International Container Terminal Services Inc. (ICTSI)

L'appel d'offres pour l'opération des deux terminaux de conteneurs de Port Soudan pour une durée de 20 ans s'est conclu par l'attribution du contrat à la société philippine ICTSI. Cette société était déjà en charge de ces deux terminaux depuis plusieurs années. Outre les Philippines, cette entreprise opère également dans 17 pays, dont Madagascar et la République Démocratique du Congo.

✉ [olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr](mailto:olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Kenya : Délai de 24 heures pour dédouaner des marchandises à l'*Inland Container Depot* (ICD) de Embakasi

Depuis le lancement du *Standard Gauge Railways* (SGR), ligne de train de marchandises reliant Mombasa à Nairobi, des camions assurent le transport des marchandises sur 1 km, depuis l'ICD situé à Embakasi vers les dépôts de Nairobi. Ces transporteurs font face à de longs délais pour sortir les marchandises, ce qui remet en cause l'efficacité de cette ligne ferroviaire. En effet, alors que le trajet Mombasa-Embakasi dure 5 heures, il faut plus de 24 heures pour les marchandises de l'ICD. La *Kenya Ports Authority*, dépositaire de l'ICD, a déclaré qu'elle allait prochainement mettre en place des mesures pour remédier à la congestion des marchandises et minimiser les retards.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Kenya : Augmentation de la demande en équipements de sécurité suite à l'attaque terroriste de DusitD2**

Suite à l'attaque terroriste du 14 janvier dernier, la demande en produits tels que les systèmes de surveillance, les caméras de télévision en circuit fermé, les dispositifs d'interception, les détecteurs d'explosifs, les détecteurs de métaux pour encadrements de portes et les systèmes de contrôle d'accès a connu une augmentation. Cette tendance pourrait s'inscrire sur le long terme: plusieurs entreprises prévoient d'augmenter leur budget pour la sécurité ainsi que de contracter une assurance contre le risque terroriste.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

## ENTREPRISES

---

### ▼ Bénin : Atout France sélectionnée pour la réalisation d'un master plan en matière d'offre touristique

Ce contrat s'inscrit dans le cadre de la valorisation du potentiel touristique du Bénin autour des villes d'Ouidah, Allada, Porto-Novo et Abomey. Il sera question de (i) recenser les liens historiques et touristiques entre ces pôles, (ii) effectuer un relevé des éléments distinctifs et des héritages socio-historiques de chaque ville, (iii) réaliser un diagnostic croisé de l'existant et des enjeux territoriaux pour lister notamment les opportunités pouvant conduire à des projets, (iv) analyser les opportunités commerciales pour développer une offre hôtelière et d'hébergements touristiques et enfin (v) identifier les activités génératrices de revenus pour les populations locales.

✉ [quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr](mailto:quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr)

## CARNET ET AGENDA

---

### ▼ Congo-Brazzaville : La 3<sup>ème</sup> édition d'Osiane axée sur la confiance numérique

La 3<sup>ème</sup> édition du Salon international des technologies de l'information et de l'innovation (Osiane), qui se tiendra du 16 au 18 avril à Brazzaville, portera sur les défis de la confiance numérique avec entre autres des débats sur la souveraineté de l'État, la protection des citoyens, la confidentialité et l'intégrité des données personnelles. Alors que la 2<sup>ème</sup> édition avait accueilli plus de 2 500 participants en 2018, l'association Pratic, organisatrice du salon, table cette année sur 5 000 participants. La cérémonie d'ouverture aura lieu au Centre international des conférences de Kintélé tandis que les ateliers et les expositions se poursuivront au Palais des congrès.

✉ [ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr](mailto:ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Le Burkina Faso élu membre de l'IRENA

En marge des travaux de la 9<sup>ème</sup> session de l'assemblée de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) qui s'est tenu du 10 au 13 janvier 2019 à Abou Dhabi, aux Émirats Arabes Unis, le Burkina Faso a été élu à la vice-présidence de l'IRENA pour un mandat de 2 ans (2019-2020). Ainsi, le ministre burkinabè de l'Energie, Bachir Ismaël Ouedraogo, a été désigné vice-président de la 10<sup>ème</sup> assemblée générale de l'IRENA qui se tiendra à Abou Dhabi en janvier 2020.

✉ [valerie.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:valerie.traore@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Guinée : récentes nominations à l'APIP et au Port autonome

Namory Camara, précédemment directeur commercial à *OAG World Wide Ltd.* à Londres, vient d'être nommé Directeur général de l'Agence de promotion des investissements privés (APIP Guinée). Ce poste était vacant depuis l'entrée de M. Gabriel CURTIS au gouvernement comme Ministre en charge des Investissements et du partenariat public-privé. Après son limogeage le 14 septembre 2018 de son poste de DGA du Port Autonome de Conakry, Mme Aïssata Aribot vient d'être nommée Directrice générale dudit Port, en remplacement d'Hélène Savané qui a occupé le poste moins de 4 mois.

✉ [lognara.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:lognara.traore@dgtresor.gouv.fr)

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

**Contacts**

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr  
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr  
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

**Remerciements à :**

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

**Contributions :**

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : [objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr](mailto:objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr)

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné ([prenom.nom@dgtresor.gouv.fr](mailto:prenom.nom@dgtresor.gouv.fr); liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

**AVEC LE CONCOURS DE :**

